

**JULIEN PRAMIL (SERVICE STATISTIQUE MINISTÉRIEL DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE – SSMSI, MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR)**

## Le nombre de personnes mises en cause pour des crimes ou des délits enregistrés par les services de sécurité est nettement plus élevé dans les quartiers prioritaires

En partenariat avec l'Insee, le Service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMSI) s'est doté d'une base géolocalisée<sup>1</sup> (**encadré 1**) des lieux de résidence des personnes mises en cause (**encadré 2**) pour des crimes ou des délits enregistrés par la police nationale et la gendarmerie nationale de juin 2018 à juin 2019. Le SSMSI publiera une étude sur ce sujet.

L'analyse de cette base permet de mesurer le ratio de personnes mises en cause par les forces de sécurité selon leur lieu de résidence et ainsi de compléter les travaux existant sur la délinquance dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) qui montrent une plus forte victimation des habitants de QPV ainsi qu'un sentiment d'insécurité plus prégnant dans ces quartiers<sup>2</sup>.

### Le ratio de personnes mises en cause : un indicateur original permettant d'appréhender la délinquance

Sur un territoire et une période donnés, le ratio de personnes mises en cause correspond au nombre de personnes mises en cause par les forces de sécurité rapporté au nombre d'habitants. Un individu récidiviste est comptabilisé autant de fois que les forces de sécurité le mettent en cause, y compris pour des faits différents, faute de disposer d'un identifiant unique des personnes dans les systèmes d'information de la police et de

la gendarmerie. Ainsi, la présence de récidivistes parmi les habitants d'un territoire augmente le ratio de personnes mises en cause sur ce territoire. Le ratio ainsi calculé ne reflète pas l'ensemble de la délinquance : les auteurs d'infractions échappant aux forces de sécurité ne sont pas comptabilisés dans ce ratio. Cette proportion varie d'ailleurs en fonction du type de délinquance considéré.

### Des ratios nettement plus élevés pour les habitants de quartiers prioritaires, notamment pour les vols violents

Pour toutes les formes de délinquance considérées<sup>3</sup>, les ratios de personnes mises en cause sont systématiquement plus élevés, en moyenne, parmi les résidents des QPV que parmi ceux qui résident hors QPV. Ils sont même systématiquement plus élevés en QPV que dans les autres quartiers des unités urbaines (UU) qui englobent un QPV. La surreprésentation des habitants des quartiers prioritaires parmi les mis en cause est maximale pour les vols violents, avec ou sans arme : le ratio de personnes mises en causes est 3,9 (avec arme) et 3,6 (sans arme) fois plus élevé en QPV pour ce type d'atteintes par rapport à celui hors QPV. Par ailleurs, le ratio de mis en cause y est 2,0 à 3,3

fois plus élevé qu'ailleurs pour les vols portant sur les véhicules, les homicides, les cambriolages, les coups et blessures volontaires et les vols simples. Enfin, pour les violences sensibles (sexuelles ou intrafamiliales), le ratio de personnes mises en cause dans les QPV est plus élevé qu'ailleurs (1,2 à 1,8 fois plus) mais l'écart est moins marqué que pour les autres types d'atteintes. Ainsi ces quartiers, marqués par des forts taux de victimation et de délinquance enregistrée par les forces de sécurité<sup>4</sup>, mais aussi par un sentiment d'insécurité prégnant<sup>5</sup> ont des ratios de personnes mises en cause particulièrement élevés.

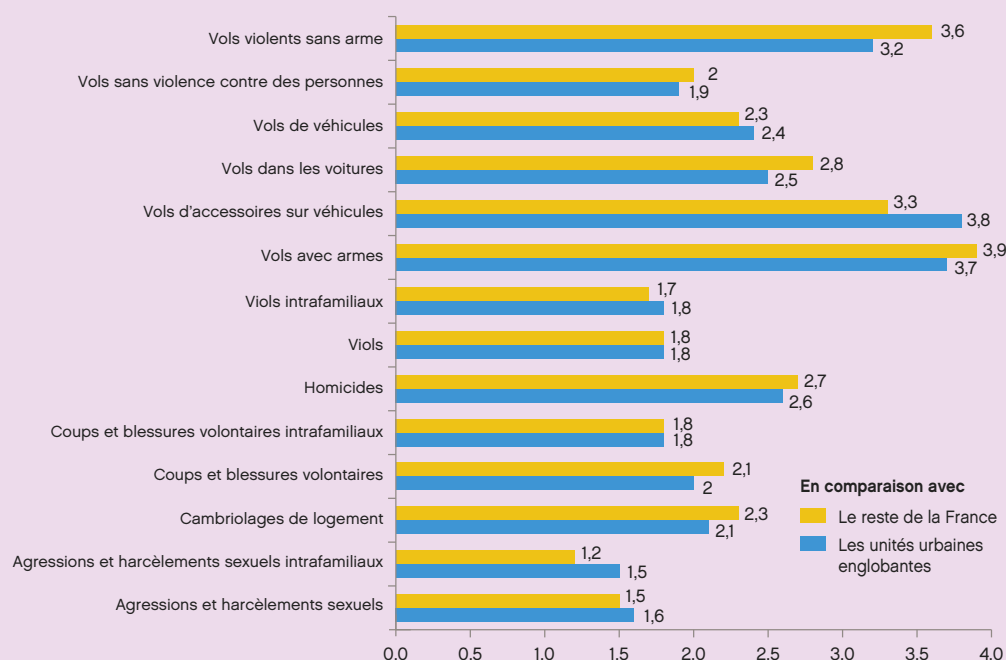
1. France hors Mayotte.

2. Fiches « délinquance enregistrée », rapports ONPV 2017 et 2018, rapport 2018 de l'enquête Cadre de vie et sécurité du SSMSI.

3. Il s'agit de la quasi-totalité des formes de délinquances présentées chaque année dans le Bilan annuel de la délinquance enregistrée publié par le SSMSI.

4. Rapport d'enquête « cadre de vie et sécurité » 2018, SSMSI.

5. Fiche « Insécurité et victimation », Rapport ONPV 2018.



**Graphique 1**  
Écarts relatifs  
entre les ratios  
de personnes  
mises en  
cause qui  
résident en  
QPV ou non

**Source :** SSMSI, bases des personnes mises en cause par les forces de sécurité, calculs SSMSI.

**Champ :** France hors Mayotte, sur la période juin 2018 – juin 2019.

**Note de lecture :** pour des faits de cambriolages de logements, le ratio de personnes mises en cause par les forces de sécurité est 2,3 fois plus élevé pour les personnes qui résident en QPV que hors QPV, et 2,1 fois plus élevé que dans les unités urbaines englobantes.

## Encadré 1 - Géolocalisation des personnes mises en cause

La comptabilisation des personnes mises en cause dans des territoires spécifiques, comme les quartiers prioritaires de la politique de la ville, nécessite le géocodage des adresses de résidence de ces personnes. Les adresses utilisées, récoltées dans les systèmes d'information de la police nationale et de la gendarmerie nationale, sont disponibles sous forme de champs textuels remplis à la main par les policiers/gendarmes. La précision et la qualité de ces adresses sont donc variables : elles dépendent notamment des connaissances à disposition des agents lors de la rédaction de la procédure, ou encore tout simplement de l'existence d'une résidence fixe attribuable à l'auteur présumé. L'opération de géocodage de ces adresses génère également de l'imprécision mais n'induit pas de biais. Plus de détails à ce propos seront présentés dans une étude à paraître du SSMSI.

## Encadré 2 - Définition de « mis en cause »

Les forces de sécurité, police et gendarmerie, sont chargées, quand elles constatent (ou qu'on leur signale) un crime ou un délit, d'en rechercher les auteurs sous l'autorité des parquets. Quand, dans le cadre de leur enquête, elles auditionnent une personne et que des indices graves ou concordants rendent vraisemblable que cette dernière ait pu participer, comme auteur ou complice, à la commission d'un crime ou d'un délit, elles signalent l'identité de cette personne aux autorités judiciaires. La personne est alors « mise en cause ». Une personne mise en cause n'est pas nécessairement coupable : la détermination de la culpabilité incombe aux autorités judiciaires.

**JULIEN PRAMIL (SERVICE STATISTIQUE MINISTÉRIEL DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE – SSMSI, MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR)**

## Premiers éléments sur les quartiers de reconquête républicaine

Dans le cadre de la police de sécurité du quotidien, le Gouvernement a annoncé la mise en place de 60 quartiers de reconquête républicaine (QRR) sur l'ensemble du quinquennat. Ces quartiers ont

vocation à bénéficier de renforts d'effectifs (1 300 créations de postes), déjà réalisés en partie selon leur date de lancement. À ce jour, 47 quartiers ont été choisis pour entrer dans ce dispositif.

### Les QRR chevauchent généralement des QPV préexistants

La plupart des QRR sont situés dans les zones de compétence de la police nationale, à l'exception des regroupements de communes Fosses-Louvres (Val-d'Oise), Lunel-Mauguio (Hérault), l'Isle d'Abeau-Villefontaine-La Verpillière (Isère) et Pamandzi (Mayotte), qui se trouvent en zone gendarmerie nationale.

La quasi-totalité des QRR chevauchent des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) : en effet, seuls 2 QRR sont strictement distincts de tout QPV, à savoir le QRR de Nouméa (la Nouvelle Calédonie n'étant pas dans le champ de définition des QPV) et celui de Fosses-Louvres. 4 QRR se superposent quasi-parfaitement aux QPV préexistants (ceux d'Angoulême-Soyaux,

Roubaix-Tourcoing, Champigny-sur-Marne et Sarcelles-Garges-lès-Gonesse) tandis que 8 autres QRR ont des tracés voisins (à quelques rues près, zones industrielles, parcs, établissements scolaires, etc.).

Généralement, les QRR forment des territoires plus étendus que les QPV déjà existants. En effet, les QRR s'étendent en moyenne sur 6,4 km<sup>2</sup> contre seulement 0,8 km<sup>2</sup> pour les QPV les intersectant. Si l'on exclut les QRR se situant en zone gendarmerie, la surface des QRR moyenne est de 3,6 km<sup>2</sup>, du fait que les QRR de zone gendarmerie sont plus étendus car ils couvrent des regroupements de communes et non de quartiers.

### Comparativement aux QPV, les QRR se concentrent dans les grandes agglomérations

Par rapport aux QPV, les QRR sont davantage concentrés dans les grandes agglomérations. Quasiment un tiers des QRR appartiennent au Bassin parisien (Ile-de-France + département de l'Oise pour le QRR de Creil) contre seulement un

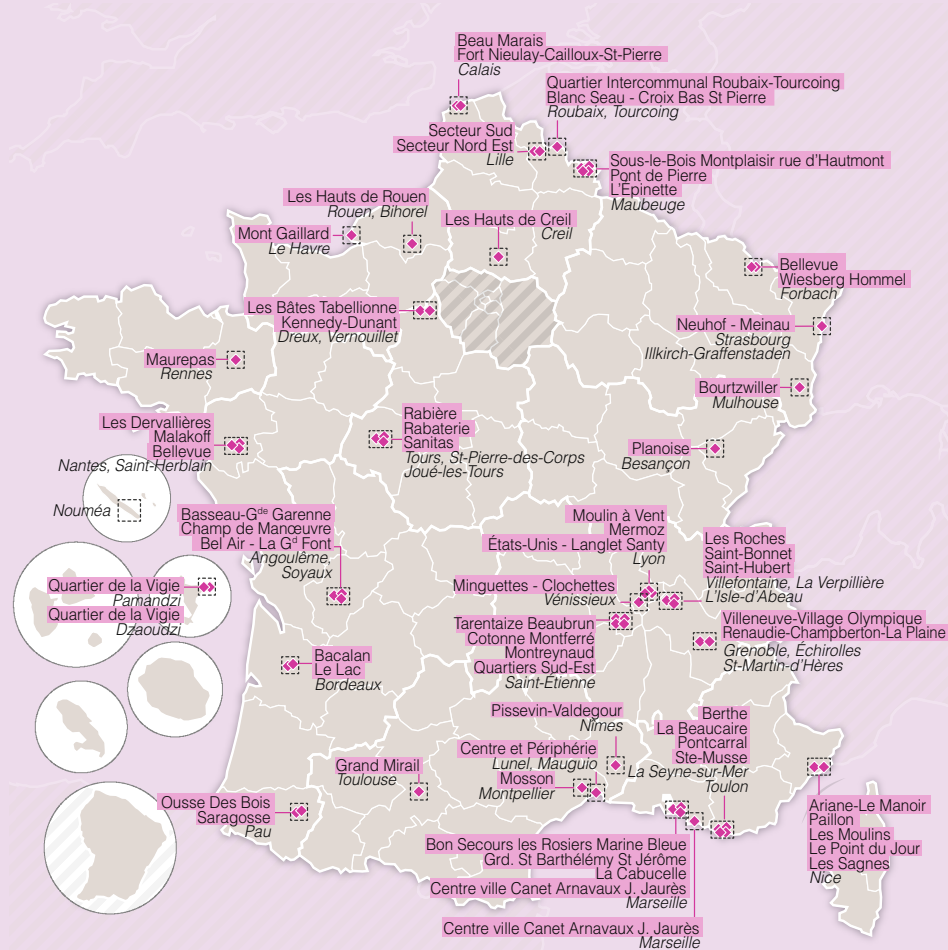
cinquième pour les QPV sur le même périmètre. En dehors du Bassin parisien, la plupart des QRR sont concentrés dans les grandes villes alors que les QPV s'étalent également jusqu'aux villes moyennes.

### Des quartiers de tailles diverses, mais en moyenne plus peuplés que les QPV

Côté population, les QRR comptent environ 1,2 million d'habitants (hors Nouvelle Calédonie) contre plus de 5 millions pour les QPV. La moitié des QRR possèdent une population supérieure à 22 000 habitants et un quart ont une population supérieure à 29 000 habitants. Quatre QRR ont plus de 60 000 habitants : Marseille « Quartiers Nord », Lyon « 8<sup>e</sup> arrondissement », Sarcelles/

Garges-lès-Gonesse et Roubaix/Tourcoing. Enfin, un quart des QRR ont moins de 15 000 habitants. Trois QRR sont peuplés de moins de 10 000 personnes : ceux de Forbach, Corbeil-Essonnes et Angoulême. En comparaison, les QPV ont une population médiane de 2 000 habitants, soit plus de 10 fois inférieure à celle des QRR.

**Carte 1**  
QPV et QRR  
de France



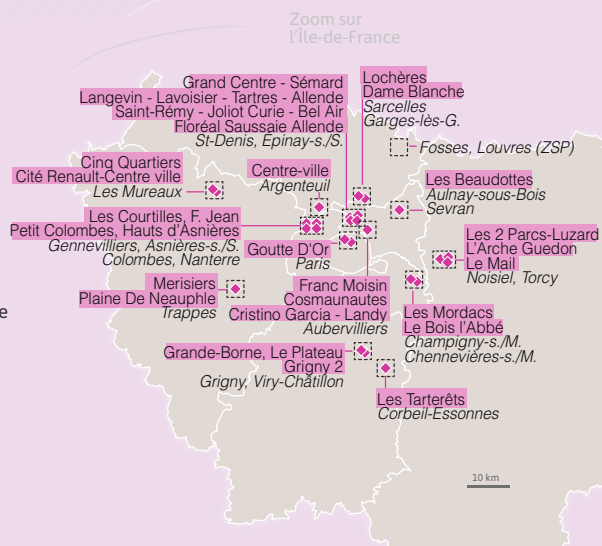
**90** quartiers de la  
Politique de la Ville (QPV)

sont concernés par un des

**47** quartiers  
de reconquête  
républicaine (QRR)

Quartier de reconquête républicaine

Quartier prioritaire de la politique  
de la ville intersecté par le QRR  
Commune intersectée par le QRR



Source : SSMSI.  
Champ : QRR au premier janvier 2020.  
Traitement : ANCT.  
Réalisation : ANCT.